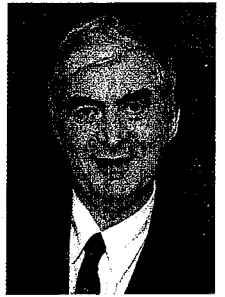


De l'attractivité à la croissance

*Pierre Jacquet, chef économiste,
Agence française de développement*



En Tunisie comme dans les autres pays du Maghreb, il est fréquent d'entendre des critiques sur l'inégalité des traitements réservés par l'Union européenne à ses voisins de l'Est, les fameux PECO devenus depuis les nouveaux pays membres, et ses voisins de la « rive sud » de la Méditerranée.

L'Economiste Maghrébin qui vient d'organiser le 11 avril dernier un important symposium sur le thème de la concurrence entre les pays du Sud et les nouveaux pays membres ne s'y est pas trompé. Le sentiment est certes compréhensible. L'élargissement à l'Est s'est imposé avec la chute du Mur de Berlin et la réunification allemande, et il a bénéficié de crédits beaucoup plus importants que les fonds disponibles au titre du processus de Barcelone. Mais ce (res)sentiment biaise singulièrement les débats sur les enjeux économiques au Maghreb en les focalisant sur le thème de l'attractivité : comment attirer davantage de ressources extérieures, notamment en termes d'investissements directs étrangers (IDE) ? Les divers classements disponibles, qu'il s'agisse du « Doing Business » de la Banque Mondiale ou du classement par la compétitivité du forum mondial de Davos confirment la faible attractivité de la région. Les données chiffrées semblent cependant plus diverses et plus clémentes, puisqu'entre 1996 et 2005, chaque Tunisien a reçu en moyenne 56 dollars d'IDE par an (soit plus qu'un Chinois, chaque Marocain 18 (plus qu'un Indien), contre 415 pour un Tchèque ou 105 pour un Roumain. Au demeurant, la croissance économique a plutôt remporté de beaux succès dans la région sud de la Méditerranée depuis quelques années, et ne pâlit pas vraiment au regard des performances des PECO.

Cette thématique de l'IDE est évidemment pertinente, et on peut se réjouir à ce titre que les investissements étrangers entrant au Maghreb aient connu une nette hausse au cours des dernières années (quadruplement en Tunisie et au Maroc entre 2005 et 2006 et entre 2004 et 2006 respectivement, doublement en Algérie sur cette dernière période). Mais il ne faudrait pas que la quête des IDE détourne de l'essentiel, à savoir la promotion du dynamisme interne et la rentabilité du capital. Les pays du Maghreb ne donnent guère l'impression de manquer de ressources financières. Leurs marchés bancaires et financiers sont très liquides. Pris dans leur ensemble, ils dégagent en outre un excédent des paiements courants, c'est-à-dire qu'ils financent le reste du Monde (même si ce n'est pas le

cas de la Tunisie). Avant de penser aux IDE, il faut donner à l'épargne nationale l'envie et les moyens de financer davantage d'investissements internes productifs et profitables. Les pays du Maghreb sont plutôt sur-bancarisés en termes de nombre d'établissements financiers, mais la population reste sous-bancarisée et le système bancaire ne remplit pas complètement son rôle. Les capacités d'analyse des risques sont encore insuffisantes. L'accès au crédit reste inégal, freinant l'allocation efficace de l'épargne et la création d'un tissu productif dense de petites et moyennes entreprises. Malgré une progression récente des bourses de valeurs, les volumes de titres échangés au Maroc et en Tunisie restent à un faible niveau en comparaison avec la Chine, l'Inde ou la plupart des PECO. De manière générale, l'intermédiation par les banques et le financement direct fonctionnent mal, et les ressources disponibles ne trouvent pas les meilleurs emplois. Ainsi les prêts non performants étaient, en 2006, respectivement de 19% et 11% des prêts en Tunisie et au Maroc, contre 10% voire moins pour la Chine, l'Inde et les PECO. Les évolutions depuis 2000, division par deux, au moins, du ratio de ces prêts non performants, ont été considérables, notamment en Chine, en Inde, et en République Tchèque. La Tunisie et le Maroc se sont engagés sur la même voie, mais il faut poursuivre les efforts.

La modernisation du système bancaire et des marchés financiers apparaît donc comme prioritaire, et c'est l'un des axes de l'appui qu'apporte l'Agence française de développement, aux côtés de son action en faveur des populations, de l'aménagement urbain et de la préservation de l'environnement. En même temps, il faut aussi poursuivre et amplifier les efforts engagés pour mettre à niveau les entreprises et pour que l'épargne disponible, c'est-à-dire l'offre de financements, rencontre des acteurs et des projets prometteurs et compétitifs. Ce qu'il faut attendre, dans ce contexte, de l'Union européenne, repose sur quatre volets déterminants pour la mise en place d'un processus vertueux de modernisation financière, d'investissement national et d'accélération de la croissance : l'accès à un grand marché unifié, qui complète mais ne saurait remplacer l'intégration régionale ; l'identification et le financement, comme le propose le projet d'Union pour la Méditerranée, de projets concrets à fort effet d'entraînement ; le renforcement des marchés financiers ; et un volet institutionnel à imaginer, dans un cadre qui, sans être l'intégration, facilite les réformes internes, renforce la crédibilité et contribue à l'amélioration du climat des investissements. Finalement ce qui compte le plus dans l'aide extérieure, ce n'est pas tant le volume disponible que l'effet de catalyse sur les politiques et les comportements nationaux ■

Il ne faudrait pas que la quête des IDE détourne de l'essentiel, à savoir la promotion du dynamisme interne et la rentabilité du capital.